



Sden-Cgt 4 Place St François 06300 Nice sden1d06@free.fr
06.63.57.64.72

Faire tomber le C P E est l'enjeu du 28 mars à l'appel général des organisations syndicales

CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, UNEF, CÉ, UNL, FIDL,

L'objectif central du CPE pour les moins de 26 ans, comme du Contrat Nouvelle Embauche pour tous les salariés des petites entreprises, est de donner aux employeurs la liberté de licencier les salariés sans avoir à se justifier.

C'est la porte ouverte aux conditions de travail dégradées : allongement de la durée du travail, salaires à la baisse, congés maladie et maternité non respectés...

C'est la porte ouverte à la négation des droits des salariés, contraints au silence...

**Le CPE :
pas mieux
que rien,
pire
que tout.**

**CPE pour les « jeunes »,
CDD de 18 mois pour les « seniors »,
CNE pour les « autres »...**

Tous ces contrats de travail, qui peuvent se succéder les uns aux autres, institutionnalisent la précarité et alimentent le moins disant social.

Tous ces dispositifs tendent vers un même but : réformer le contrat de travail en mettant fin au CDI.

Plus généralement, c'est le code du travail que gouvernement et MEDEF veulent remettre en cause.

Ce n'est pas le contrat de travail qui fait l'embauche.

Pas plus que le CNE n'améliore la situation de l'emploi, le CPE ne permettra pas de résorber le chômage des jeunes.

Pour créer de l'emploi, il faut de la croissance, elle-même appuyée sur une autre politique économique et sur un mieux-être des salariés. On ne dit pas assez que la société va mieux quand la situation sociale est satisfaisante.

Il faut aussi contrôler les 24 milliards d'euros de fonds publics donnés aux entreprises sans contrepartie pour l'emploi.

On nous dit que l'économie va mal. Et pourtant, les actionnaires des entreprises du CAC 40 se portent de mieux en mieux : 84 milliards d'euros de profits, soit + 50 % par rapport à 2004 !

CPE et CNE sont un épisode supplémentaire d'une politique globale qui s'est attaquée successivement aux retraites, à la protection sociale, à l'École...

Nous sommes engagés dans une épreuve de force.

7 février : 500 000

7 mars : 1 000 000

18 mars : 1 500 000

Le nombre de manifestants se multiplie, la mobilisation s'amplifie.

Notre responsabilité aujourd'hui est de la renforcer encore.

Soyons plus offensifs, plus nombreux pour gagner le retrait du CPE.

Le 23 mars, manifestations avec les étudiants et les lycéens *,

Le 28 mars, grève et manifestation avec l'ensemble des salariés et des jeunes.

**« CPE et CNE
sont un cas
unique en
Europe.
L'ensemble
des syndicats
européens
espèrent bien
que nous
allons parvenir
à empêcher le
gouvernement
français de
créer un
précédent »
Bernard
Thibault,**